

[Text]

Wood Gundy has suggested that the Bank of Canada might have to use even higher interest rates in order to raise the unemployment rate to a point where workers will swallow real wage cuts.

Implicit in Michael Wilson's statement is a supposition that working people already agree to the need for the GST to address Canada's economic problems, and should be willing to sacrifice their current standard of living in order to implement the plans of the Conservative government and of big business for the future of this country. However, we feel that the statement from Wood Gundy is closer to the true attitude of this government towards workers and where they stand in the scheme of things.

The traditional purpose of taxes in this country basically has been to transfer surpluses of wealth from the private sector to the public sector so that these resources can be used in the collective interests of the community. Unfortunately, the federal Conservative government has failed to maintain any semblance of consensus, or even majority public support, on the distribution of those transfers, or even the purposes for which those resources are being released.

Therefore, workers who have already established their rights to bargain collectively are already beginning to negotiate compensatory wage adjustments to maintain their real purchasing power.

It is here that one moves into a chicken-and-egg argument about the inflationary impacts of the GST and how these, in turn, impact on workers' demands in collective bargaining. The government's prediction that the GST will have a one-time inflationary impact of 1.5 per cent is predicated on the belief that workers will accept the need for this kind of redistribution of tax transfers within the general framework of the tax system and that the government's forecasts are credible.

It should be pointed out that in some other countries that have implemented such a value-added tax, the governments of the day have had credibility in the eyes of the electorate, and strong majorities of general public support for their economic programs.

Unfortunately, this Conservative government does not have that kind of critical mandate and it does not have that credibility. While the Conservatives may have managed to gain a majority in the house, the majority of Canadian voters, approximately 56 per cent, voted against them in the last federal election, largely as a result of a lack of support for their last major economic initiative, namely the U.S.-Canada Free Trade Agreement. Further, the government's record in living up to its promises has been abysmal in such areas as child care, for example, or the unemployment insurance program.

We really feel that the government would be engaging in a flight of fantasy if they now expect workers to make a leap of faith and rely on the government's forecast of inflation. In 1984 Brian Mulroney rejected the notion of a free trade agreement with the United States and promptly went on to negotiate such an agreement following the election. Governmental

[Traduction]

«pour le bien du pays». En attendant la firme Wood Gundy a indiqué que la Banque du Canada pourrait avoir à augmenter encore les taux d'intérêt pour accroître le taux de chômage au point où les travailleurs devront avaler des réductions réelles de salaire.

La déclaration de Michael Wilson suppose implicitement que les travailleurs sont déjà d'accord sur le fait que la TPS doit régler les problèmes économiques du Canada et seraient prêts à sacrifier leur niveau de vie actuel pour mettre en œuvre les plans du gouvernement conservateur et des grandes entreprises pour l'avenir du pays. Mais nous pensons que la déclaration de Wood Gundy est plus près de l'attitude réelle du gouvernement envers les travailleurs et de sa position en général.

L'objectif traditionnel du régime fiscal dans notre pays a été essentiellement de transférer les surplus de richesse du secteur privé au secteur public afin d'utiliser ces ressources pour répondre aux intérêts collectifs de la communauté. Malheureusement, le gouvernement conservateur fédéral n'a pas réussi à maintenir un semblant de consensus ni même l'appui majoritaire du public sur la répartition de ces transferts ou même sur les objectifs pour lesquels ces ressources sont distribuées.

Par conséquent, les travailleurs qui ont déjà obtenu leurs droits de négocier leur convention commencent déjà à négocier des rajustements de salaire compensatoires pour maintenir leur pouvoir d'achat réel.

C'est là où nous en arrivons à l'argument de l'œuf et de la poule au sujet de l'impact inflationniste de la TPS et comment cela, à son tour, influence les exigences des travailleurs au moment des négociations collectives. Les prévisions du gouvernement voulant que la TPS aura un impact inflationniste unique de 1,5 p. 100. est fondé sur la conviction que les travailleurs accepteront la nécessité de ce genre de répartition des transferts d'impôt à l'intérieur du cadre général du régime fiscal et que les prévisions du gouvernement sont crédibles.

Il y a lieu de souligner que dans certains autres pays qui ont mis en œuvre une taxe à la valeur ajoutée, les gouvernements du jour étaient suffisamment crédibles auprès de l'électorat, et la population en général appuyait majoritairement leurs programmes économiques.

Malheureusement, le gouvernement conservateur n'a pas reçu ce genre de mandat critique et n'a aucune crédibilité. Alors que les conservateurs ont pu réussir à obtenir une majorité à la chambre, la majorité des électeurs canadiens, c'est-à-dire environ 56 p. 100, ont voté contre ce gouvernement aux dernières élections générales, surtout à la suite du manque de soutien à leur dernière grande initiative économique, à savoir l'Accord de libre-échange avec les États-Unis. D'autre part, le gouvernement a déjà montré qu'il ne tenait pas ses promesses dans de nombreux secteurs comme les soins d'enfant ou les programmes d'assurance-chômage.

Nous pensons réellement que le gouvernement rêve en couleur s'il s'imagine que les travailleurs vont lui faire confiance et vont se fier à ses prévisions sur l'inflation. En 1984, Brian Mulroney a rejeté la notion d'accord de libre-échange avec les États-Unis et s'est empressé de négocier ce genre d'accord à la suite de son élection. Les évaluations du gouvernement au